



CHANTIERS SAVOYARDS SOLIDAIRES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :

ZONE ARTISANALE DE TERRE NEUVE
CHEZ SCIC AART
ROUTE DES CHENES
73200 GILLY-SUR-ISERE

SIREN n° 794 092 973

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

CHANTIERS SAVOYARDS SOLIDAIRES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :

ZONE ARTISANALE DE TERRE NEUVE
CHEZ SCIC AART.
ROUTE DES CHENES,
73200 GILLY-SUR-ISERE

SIREN n° 794 092 973

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association CHANTIERS SAVOYARDS SOLIDAIRES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CHANTIERS SAVOYARDS SOLIDAIRES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Ravoire, le 11 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

GMG Audit

Julien PICARD
Associé



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CHANTIERS SAVOYARDS SOLIDAIRES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 240 230 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 3 238 Euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 25/03/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

OBJET :

L'association Chantiers Savoyards Solidaires a pour objet, via ses activités support, afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès ou de retour à l'emploi, de :

- lutter contre l'exclusion sociale et professionnelle
- accueillir, informer, aider, accompagner, former toute personne qui entre dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle
- favoriser l'insertion professionnelle de personnes en situation de précarité, de handicap, d'exclusion en vue de leur insertion durable dans l'emploi
- être un acteur de développement durable du territoire

MOYENS MIS EN OEUVRE :

16 salariés ont oeuvré au cours de l'année 2024, sont présents 5 salariés permanents au 31/12/2024 et 11 salariés ont bénéficié de contrats de travail sur quelques mois chacun.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-01 du 20 avril 2018.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

Règles et méthodes comptables

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

L'association a connu une baisse d'activité au cours de l'année 2024 et son chiffre d'affaires s'est élevé à 277 296,11 € :

- 478,62 € dans le cadre de la vente de produits issus du jardin d'insertion urbain (contre 29 964,30 € en 2023)
- 276 817,49 € dans le cadre des chantiers d'insertion

L'activité " Jardin de Cocagne" a cessé en février 2024.

A ce titre, les sorties d'immobilisations suivantes ont été constatées en comptabilité :

- 128 943,53 € d'aménagements et d'agencements
- 1 263,06 € d'emballages récupérables
- 18 994,45 € de matériel industriel

Une partie du matériel a été vendu pour un montant total de 5 980 €.

En parallèle, il restait un montant de 51 503,60 € de subvention à virer au compte de résultat, ce qui a été fait en intégralité dans les comptes 2024 (subvention initiale : 70 000 €)

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	42 607	3 438	19 313	26 731
- Installations générales, agencements aménagements divers	128 944		128 944	
- Matériel de transport	64 164	1 568		65 732
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 147			6 147
- Emballages récupérables et divers	1 263		1 263	
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	243 124	5 006	149 520	98 610
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	153			153
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	300			300
Immobilisations financières	453			453
ACTIF IMMOBILISE	243 576	5 006	149 520	99 062

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	12 569	20 883	19 313	14 139
- Installations générales, agencements aménagements divers	33 625	67 291	100 916	
- Matériel de transport	46 702	7 313		54 015
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 336	1 637		3 973
- Emballages récupérables et divers	168	421	589	
Immobilisations corporelles	95 401	97 545	120 819	72 127
ACTIF IMMOBILISE	95 401	97 545	120 819	72 127

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 24 586 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	300		300
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	21 810	21 810	
Autres	686	686	
Charges constatées d'avance	1 791	1 791	
Total	24 586	24 286	300
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs - rrr à obtenir	62
Divers - produits à recevoir	624
Total	686

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommatio	A la clôture
Fonds propres sans droit de repr					
Fonds propres avec droit de repr					
Ecart de réévaluation					
Réserves		16 914		16 914	
Report à Nouveau	49 896		16 914		66 810
Excédent ou déficit de l'exercice	16 914	-16 914	3 238		3 238
Situation nette	66 810		20 152	16 914	70 048
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	65 151			57 011	8 140
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commod					
TOTAL	131 961		20 152	73 925	78 188

Provisions

Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	1 734				1 813
Total	1 734				1 813
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation Financières Exceptionnelles		79			

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées :
1 813 Euro

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 1 813 Euro

Régimes à cotisations définies

Montant des cotisations comptabilisées en charges : 79 Euro

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 2 %
- Taux de croissance des salaires : 1,5 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 160 229 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	64	64		
- à plus de 1 an à l'origine	71 308	30 577	40 731	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 975	27 975		
Dettes fiscales et sociales	28 910	28 910		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	31 973	31 973		
Produits constatés d'avance				
Total	160 229	119 498	40 731	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	33 544			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	8 918
Intérêts courus non échus	30
Banque - intérêts courus	64
Congés payés dus	6 222
Charges sociales - charges à payer	1 560
Formation continue	2 581
Divers - charges à payer	31 903
Total	51 278

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	1 791		
Total	1 791		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Les subventions d'investissement sont liées aux investissements réalisés dans le cadre :

- des Jardins de Cocagne (jardins solidaires) pour 70 000 €
- pour l'achat d'un véhicule utilitaire Jumper pour 20 000 €
- pour l'achat d'un véhicule utilitaire Opel pour 25 700 €

Les subventions sont amorties :

- sur 8 ans initialement (Jardins de Cocagne), avec reprise totale sur 2024 suite à l'arrêt de cette activité spécifique
- sur 5 ans (véhicules)

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation						146 022
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissem						57 011
						203 033

Les subventions d'investissement sont liées aux investissements réalisés dans le cadre :

- des Jardins de Cocagne (jardins solidaires) pour 70 000 €
- pour l'achat d'un véhicule utilitaire Jumper pour 20 000 €
- pour l'achat d'un véhicule utilitaire Opel pour 25 700 €

Les subventions sont amorties :

- sur 8 ans initialement (Jardins de Cocagne), avec affectation totale au 777 au compte de résultat en 2024, suite à l'arrêt de cette activité spécifique
- sur 5 ans (véhicules)

Autres informations

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant en Euro
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Caution solidaire AART emprunt 40 000 €	23 181
Caution solidaire AART emprunt 90 000 €	43 487
Autres engagements reçus	66 668
Legs nets à réaliser	
Total	66 668

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouvertur de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts	A la clôture de l'exerci Montant global A - B + C	A la clôture de l'exerci Dont fonds dédiés (pr sans dép.)
Subvention d'équipe	87 700	115 700				115 700	
Total	87 700	115 700				115 700	